

## JOB : DU MIC-MAC FINANCIER...

C'est en septembre dernier, que j'ai pris connaissance des gros problèmes qui secouent l'entreprise Toulousaine **JOB PARILUX**. En effet, j'étais sur l'autoroute Bordeaux Toulouse, quand arrivé aux abords du péage, je fus agréablement surpris de voir que celle-ci était gratuite.

Une centaine de personnes bloquaient le péage et distribuaient, aux automobilistes, des tracts relatant les conflits qui les opposaient à leur direction.

Quatre mois ont passé, et vous êtes de plus en plus nombreux à connaître l'existence de cette entreprise qui emploie 300 personnes. Depuis l'été dernier, les salariés de **JOB** multiplient les actions bruyantes, médiatiques et originales pour sauver leur usine située au Sept Deniers.

Mais un rappel de la situation s'impose.

Jusqu'en 1986, **JOB** est une entreprise familiale qui possède 5 unités de production (papier cigarettes, impression écriture, transformation, papier couché classique ...) à Perpignan, Thonon Les Bains, Angers, St Girons et Toulouse (à Toulouse se fabrique le papier couché de haut de gamme).

En 86, Le groupe est racheté par la société Bolloré Technologie qui, dès 1987 procède à 97 licenciements et au démantèlement de l'usine de St Girons.

Fin 1989, la crise touche le marché papetier; mais grâce à son image de marque l'entreprise tient le coup.

1993, Bolloré s'allie pour 50% avec un grand groupe papetier Hollandais KNP. Cela n'entraîne aucun développement. Bien au contraire, les gestionnaires font éclater le groupe en plusieurs morceaux et vendent l'unité d'Angers. L'usine de Toulouse se retrouve seule : un handicap de plus face à une conjoncture de plus en plus difficile.

En 1995 les choses se corsent. Bolloré va décider de

vendre l'usine des Sept Deniers. Un premier repreneur se présente : un papetier Allemand Scheufelen. Cette candidature est écartée car il est soupçonné de ne s'intéresser qu'aux services commerciaux et non à l'activité de production.

Dés lors, entre en scène un second repreneur. Une société Londonienne (petite multinationale aux activités obscures) : Gecco.

Elle crée une Sarl en France, Gecco France, qui se porte acquéreur pour 1 Franc symbolique de **JOB PARILUX**. Gecco France confie à un consultant, Patrick Fiebelman, le soin de trouver un partenaire. Fiebelman, homme d'affaires spécialiste dans la spéculation sur l'entreprise, trouve un associé : le groupe Allemand Scheufelen. Celui-ci propose de relancer **JOB** en effectuant 150 licenciements et en supprimant l'atelier de façonnage.

Les syndicats réagissent et mettent le nez dans les comptes de **JOB**. Leur investigation va mettre à jour un détournement de fonds, effectué par Gecco France, d'environ 8 Millions de francs. Mis en procès, Gecco est dessaisie de la gestion de **JOB**. A ce moment là, un administrateur est nommé. Il facilite la reprise de l'activité et demande à ce qu'un repreneur se présente au plus vite.

Vous ne devinez jamais qui se présente comme candidat unique : la fameuse entreprise Allemande nommée Scheufelen. Son projet est toujours le même, à savoir 150 licenciements et suppression de l'atelier de façonnage. D'après les syndicats, le projet à long terme (3 ans) de ce repreneur, serait la liquidation pure et simple de l'usine Toulousaine; Scheufelen n'étant en fait intéressé que par le nom et le marché que possède **JOB**.

## ...A L'ACTION SOLIDAIRE

Après tant de remous, les salariés ne pouvaient pas accepter les solutions qu'on leur proposait. C'est avec énormément d'abnégation, de solidarité, et de virulence, qu'ils ont su manifester leur mécontentement de façon très diverses :

- . Blocage des péages aux sorties d'autoroutes.
  - . Participation aux manifestations des fonctionnaires et sur la Sécurité sociale.
  - . Opération - escargots dans les rues de Toulouse.
  - . Dépôt de tonnes de papier à différents endroits de la ville.
  - . Investissement de différents lieux publics pour interpellier les représentants des institutions.
  - . Organisation d'une journée «portes ouvertes».
- Etc ...

Après avoir connu une situation de blocage total, les portes de la négociation semblent s'ouvrir. Les pouvoirs publics commencent enfin à se positionner. Le groupe Allemand paraît être disposé à écouter les contre-propositions des salariés.

Le dossier reste brûlant. Néanmoins on commence enfin à prendre en compte le point de vue des principaux concernés. Car jusque là nos valeureux entrepreneurs obnubilés par une seule pensée «le profit, le profit à tout prix !», ne se sont pas souciés du devenir des travailleurs de **JOB**. L'affaire suit son cours...

Au delà de cette crise, les employés de **JOB** voudraient que leur action serve de modèle. Leur situation n'est pas unique, ils montrent que face à des dirigeants qui ne voient pas plus loin que le bout de leurs Francs, de leurs Marks ou de leurs Dollars, nous avons autre chose à faire que de filer doux. Ils montrent que la solidarité existe encore, et que les moyens de pressions et d'actions sont amples.

Ils nous ont rappelé que nous avons notre mot à dire sur ce qui concerne nos conditions de vie (Emploi, Education, Santé, Logement...).

Aujourd'hui on fait appel à notre soi-disant «sens du civisme» pour baisser la tête face au bon vouloir des «marchés financiers»; alors que prendre position, participer au divers débats de société, se regrouper pour proposer des initiatives et agir ensemble; voila une réelle attitude civique.

Christophe



Une journée «portes ouvertes» à été organisée le 18 Novembre dernier. Les habitants du quartier des Septs Deniers et tous les autres (nous étions nombreux), ont eu l'occasion de visiter l'usine, de mieux connaître la situation, et de participer à un bon repas campagnard, tout ceci dans une ambiance très chaleureuse.

C'est au cours de cette excellente initiative, que les employés de **JOB** ont décidé de nous faire don de 2000 feuilles de papier couché A4 pour l'impression de ce numéro de **BOITE AUX LETTRES**. Nous les en remercions.

**JOURNAL  
DU  
QUARTIER  
MARENGO**